

AGENDA

- Samedi 5 octobre à l'Herberie (Pouancé) avec Pascal DURAND**
Assises du monde rural
<https://maine-et-loire.eelv.fr/agenda/assises-pour-lavenir-du-monde-rural/>
- Mardi 15 octobre à 20 h 30 local EELV, 53 rue St Jacques**
Réunion du Groupe local de l'Agglo Angevine
- Dimanche 20 octobre à Bouchemaine (salle Chevière)**
Assemblée générale d'Europe Ecologie - Les Verts 49
- Mardi 15 octobre à 20 h 30 local EELV, 53 rue St Jacques**
Réunion du Groupe local de l'Agglo Angevine
- Samedi 30 novembre à Caen**
Congrès national EELV

Assises pour l'avenir du monde rural

Europe Écologie Les Verts Maine-et-Loire / Segré

emplois - transports - services de proximité - emplois - transports - services de proximité - emplois - tran

transport par catapultage

Entrée Libre

5 octobre 2013 10h-19h

POUANCÉ (49) L'Herberie

site : www.maine-et-loire.eelv.fr; mël : eelv49@gmail.com; tél : 06 82 22 99 07

- Groupes locaux**
- Groupe Pays des Mauges et du Choletais**
Pierre Chalopin 02 41 63 83 37
 - Groupe Trois Pays (Segré...)**
Henri Claude Houssais 02 41 94 23 36
 - Groupe Anjou Nord-Est (Trois rivières/Pays Baugeois)**
Daphné RAVENEAU 06 22 75 04 97
 - Groupe Loire, Layon, Aubance**
William CHERBONNIER 06 81 66 06 29
 - Groupe Angers Agglomération**
Philippe LANDREAU 06 33 15 09 94
Nicolas GOUON 06 22 50 34 24
 - Groupe Saumur :**
Christophe CARDET 06 84 50 35 40

Le Journal EUROPE ÉCOLOGIE-LES VERTS Maine-&Loire
Siège social : 53, rue Saint-Jacques — 49100 ANGERS
Téléphone-Fax : 02 41 86 70 68. Courriel : eelv49@laposte.net
Site internet : <http://maine-et-loire.eelv.fr>
Imprimerie Spéciale au local d'Europe Écologie—les Verts 49,
Directeur de publication : Vincent DULONG 02 41 88 68 89
Comité de Rédaction : Estelle Lemoine-Maulny, Romain Laveau, Nathalie Bénard et Patrick Marsauche.
Dépôt légal à parution ISSN 1241- 42556. N° de CPPAP : 0312 P 11307
Prix au numéro : 1,5 €. Abonnement : 5 € par an.
Tous les lecteurs peuvent proposer un article au Comité de Rédaction en l'envoyant à eelv49@laposte.net

Dispensée de timbrage **ANGERS PIC**

P PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

déposé le 30 septembre 2013

étiquette adresse :
format 3,7 x 7 cm²

POUR SOUTENIR Le Journal EUROPE ÉCOLOGIE-LES VERTS Maine-&Loire, ABONNEZ-VOUS !

NOM Prénom

Adresse Code postal Ville

- Je m'abonne au Journal Europe Écologie Les Verts *Maine-&Loire* (5 € / an pour 4 n°)
- Je désire des renseignements sur Europe Écologie Les Verts
- Je désire adhérer à Europe Écologie Les Verts

Coupon-réponse à recopier et à renvoyer à :

EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS *Maine-&Loire*
53, rue Saint-Jacques — 49100 ANGERS

Le Journal EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS Maine-&Loire

n° 52

septembre 2013
Trimestriel — Prix : 1,50 €

ÉDITO : Le courage de la transition

Aux yeux de nos sympathisants, la transition énergétique est sans aucun doute une grande priorité qui fait la marque de l'ambition portée par notre parti depuis sa création. Une ambition qui donne du sens à notre avenir, à un modèle de développement responsable. Son fondement est simple : sortir du nucléaire, en finir avec la surconsommation d'énergies fossiles, aller vers plus d'efficacité et une production locale adaptée aux besoins réels. L'argumentaire est connu et de plus en plus partagé dans l'opinion publique.

Le rapport à venir du GIEC sur le réchauffement de la planète semble être des plus alarmants. Les années passent et la probabilité d'un emballement climatique se renforce. Cette menace nous oblige à une réaction collective d'ampleur. Pourtant, de nombreux Etats, parmi les plus riches, peinent à prendre des décisions fortes dans ce domaine. D'autant plus que certains continuent à utiliser les énergies fossiles à moindre frais (USA, Chine) et que les lobbys pèsent lourds (Total, Areva...).

Le pari des écologistes, quand ils ont signé un accord de mandature avec le PS en novembre 2011, était d'impulser un véritable changement de cap. Et le texte dessinait cette perspective. Après le temps du débat annoncé et salutaire, est venu aujourd'hui celui des décisions. La conférence environnementale du 20 septembre a été l'occasion d'annonces allant dans le bon sens. Notre combat en faveur de l'efficacité énergétique est reconnu et massivement financé. La baisse de la TVA pour la rénovation et l'isolation du parc privé sert cet objectif. Ce choix est stratégique car il doit permettre de réduire nos importations et de créer des emplois non-délocalisables, notamment dans le bâtiment. L'agglomération d'Angers a ainsi provisionné (avec l'aide de l'Etat) un fond de 10 millions d'€ sur quatre ans pour subventionner les travaux d'isolation des particuliers.

Le deuxième chantier, moins consensuel, est celui de la réorientation de notre mix énergétique. Pour la première fois, des avancées réelles sont à noter pour réduire l'usage des énergies fossiles. C'est la réduction annoncée de 30% en France d'ici 2030. Bonne nouvelle aussi, la contribution climat-énergie voit enfin le jour. La tonne de carbone sera taxée à 7€ en 2014 pour monter à 20€ en 2020. Notre accord avec le PS en annonçait cependant 36€... Rien non plus sur le resserrement entre prix de l'essence et du diesel. Autant de recettes supplémentaires qui auraient pu se faire au profit de l'investissement dans les transports alternatifs. Le compte n'y est pas mais le virage est amorcé. Notre gouvernement n'est pas à majorité écologiste et... ça se voit.

Malgré tout, le courage est aujourd'hui de peser au sein de l'exécutif pour construire cette transition. Le courage c'est aussi de bousculer le gouvernement et de multiplier les actions en faveur des fermetures de centrales. Que ce soit à Fessenheim, mais aussi au Blayais ou à Chinon. Nous savons que c'est le principal point de blocage. Nos sympathisants ont de grandes attentes à ce sujet. Si au terme de ce mandat, nous sommes capables avec eux de démontrer que la sortie du nucléaire est effective alors notre pari sera en bonne partie tenu. En tout cas, notre responsabilité vis-à-vis des générations à venir est totale, elle doit rester notre source de motivation.

Romain LAVEAU, Coordinateur EELV 49

EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS *Maine-&Loire*
53, rue Saint-Jacques — 49100 ANGERS

Sommaire :

Éditorial	1
49 : l'inquiétante dérive du maire de Cholet	2
Suppression des écrans publicitaires : une bonne décision	2
GL : mobilisation segréenne pour une famille tchéchène	3
Municipales à Cholet	3
« Le cercle » à Angers	3
Dossier Transition énergétique	4 - 5
Le contexte et les acteurs locaux	
La contribution climat-énergie	
Un cercle vertueux pour faire baisser le chômage	
France : fiscalité sur les pollutions favorable	6
Retraites	6
Europe : situation en Syrie	7
Homophobie en Russie	7
OGM en Europe	7
Agenda	8

Département Maine-et-Loire

L'inquiétante dérive du maire de Cholet

En mettant en scène son opposition avec les gens du voyage à Cholet et en se laissant aller à des dérapages verbaux régulièrement, Gilles Bourdouleix fait honte à son statut de représentant élu de la République.



Présentation de la liste écologistes et Front de Gauche aux municipales

Depuis plusieurs mois, le maire de Cholet ne passe pas une semaine sans parader dans la presse avec un seul et unique moteur : la provocation. Que ce soit à propos des gens du voyage, du mariage pour tous, de ses échanges avec le Préfet et d'autres sujets encore, il se laisse aller de plus en plus vers l'agressivité et la polémique.

Dans un contexte global difficile, nous avons besoin de représentantEs éluEs calmes et sereins, capables de construire des positions dans la concertation et de ga-

rantir la tranquillité publique. Sans verser dans l'angélisme, nous devons réaffirmer le fait que, comme tout autre citoyen, la grande majorité des gens du voyage respectent leurs devoirs. Nous devons réaffirmer le respect des différents modes de vie tout en veillant au vivre ensemble et à la responsabilité. Jouer sur la peur de l'autre, c'est mépriser l'idéal républicain.

Le Conseil Général de Maine-et-Loire a adopté en 2002 un **schéma départemental d'accueil des gens du voyage**. Il y est préconisé (page 19) que **l'agglomération choletaise doit désigner des aires de grands rassemblements** comme c'est le cas pour Angers ou Saurmur. Qu'a fait le député-maire de Cholet depuis 10 ans pour respecter ce texte ? Qu'a-t-il fait pour assurer un dialogue serein ?

Europe Ecologie Les Verts 49 condamne vivement ces propos racistes et appelle l'équipe municipale choletaise ainsi que l'UDI et le CNIP à tirer toutes les conséquences des propos de M. Bourdouleix.

Romain LAVEAU (coordinateur EELV 49), Hervé BOIS-TAULT, Aurélie SEVET, Pierre CHALOPIN, Claire THOMAS, Emmanuel GENAS, Denis CHARRIER (EELV

Suppression des écrans publicitaires : une bonne décision

Europe Ecologie Les Verts se félicite de la décision du procureur de la République amenant JC Decaux à retirer douze des quatorze écrans publicitaires du centre-ville d'Angers.

L'installation de ces écrans l'été dernier avait créé un fort mécontentement parmi les écologistes et au-delà. Une manifestation avait d'ailleurs eu lieu le 5 septembre à l'appel de notre mouvement. Rappelons aussi qu'elle ne respectait pas l'avis du conseil municipal qui avait voté pour un simple renouvellement des panneaux d'information existants. Ce contenu avait été clairement précisé à la demande de Romain Laveau (EELV) en séance. Les Architectes des bâtiments de France et la Sauvegarde de l'Anjou ont eu raison de mener une action en justice pour contester la présence illégitime de ces panneaux situés à proximité de monuments historiques et à l'intérieur d'une zone où les panneaux lumineux sont interdits.

Plus globalement, les écologistes appellent la collectivité à mener un travail en profondeur pour reconsidérer la place de la publicité en ville. L'accumulation des panneaux sur les axes d'entrée de l'agglomération, leur éclairage inutile, leur densité dans certaines zones ne sont pas raisonnables. Ces implantations doivent être réduites et mieux encadrés. Notamment en s'appuyant

sur les lois adoptées suite au Grenelle de l'environnement.

Au travers du prochain plan local d'urbanisme intercommunal, la collectivité doit donc se doter d'un règlement local de la publicité mis à jour et plus efficace pour réguler la présence de ces panneaux sur l'espace public. Nous sommes conscients de la lourdeur de ce processus et que les changements ne se feront pas du jour au lendemain, mais il est important de préparer l'avenir en concertation avec les associations et les acteurs référents dans ce domaine.



Marie Fortin et Nicolas Gouon, le 16 juillet 2013

Europe

Situation en Syrie : EELV prend position.

Déclaration commune d'EELV et de la Coalition nationale syrienne à l'occasion des journées d'été EELV à Marseille le 24 Août 2013

Avec l'usage d'armes chimiques à Damas provoquant la mort de plus de 1300 syriennes et syriens Avec l'usage d'armes chimiques à Damas provoquant la mort de plus de 1300 syriennes et syriens dont de nombreux enfants, l'horreur a atteint un palier qu'on ne pensait plus possible dans notre histoire moderne.

Comme Ban Ki-moon l'a rappelé ce vendredi 23 août, l'utilisation d'armes chimiques est un « crime contre l'humanité », relevant de la Cour Pénale Internationale. Il faut permettre aux inspecteurs présents en Syrie de faire leur travail de vérification. En Syrie, ne rien faire, c'est cautionner le massacre sinon il s'agit de non assistance à personne en danger !

Cela fait maintenant plus de deux ans que le peuple Syrien subit l'horreur des bombardements, tor-

tures, déplacements de populations, exactions et maintenant usage d'armes chimiques. Il est de notre responsabilité de protéger les populations civiles victimes de cette barbarie.

EELV et la Coalition nationale syrienne demandent au gouvernement Français et à l'Union européenne de prendre des mesures immédiates pour protéger les civils, en particulier contre les bombardements de l'aviation et l'artillerie de l'armée syrienne. Le devoir de protéger implique également d'assurer l'accès à l'aide humanitaire et médicale sur tout le territoire Syrien, y compris dans les zones sous contrôle de l'opposition. Le crime contre l'humanité que commettent Bachar Al Assad et son régime en Syrie doit cesser !

Mouner Makhous et Pascal Durand

Contre l'homophobie en Russie : EELV se mobilise !

Le 11 juin 2013, le Parlement russe adoptait à la quasi-unanimité une loi contre « la propagande homosexuelle ». Elle punit la promotion de l'homosexualité et réprime les « offenses aux sentiments religieux ».

Cette loi est une entrave à la liberté d'expression et entraînera nécessairement des discriminations et des violations des droits humains. Elle vise aussi les étrangers qui risquent une amende pouvant aller jusqu'à 100 000 roubles (2 300 euros), 15 jours de prison et l'expulsion. Plus inquiétant encore, elle légitime les violences homophobes dont la recrudescence a été flagrante en Russie ces derniers mois et elle met en danger les activistes de la communauté homosexuelle.

A l'heure où la France a adopté une loi permettant le mariage des couples de même sexe, nous ne pouvons fermer les yeux sur cette loi qui va à l'encontre des engagements internationaux pris par la Russie en matière de liberté d'expression et de droits de l'homme. C'est pourquoi EELV a participé aux kiss-in organisés notamment le 8 septembre dans une cinquantaine de villes du monde entier.

OGM en Europe : Monsanto recule mais le combat continue

Le mercredi 17 juillet, la multinationale des biotechnologies Monsanto a annoncé qu'elle allait retirer toutes ses demandes d'homologations de nouvelles cultures OGM dans l'UE en raison de l'absence de perspectives commerciales. Ce recul est une bonne nouvelle. C'est aussi le résultat d'une mobilisation citoyenne exceptionnelle, appuyée dans les institutions par les élu-e-s écologistes.



Cette annonce ne remet toutefois pas en cause la culture du maïs MON 810, seul OGM actuellement cultivé en Europe, couvrant moins de 1 % de l'ensemble des champs du continent européen. Par ailleurs, les OGM restent présents par le biais des importations : l'UE fait partie des grands acheteurs mondiaux de soja OGM pour alimenter son bétail, faute de cultiver ses propres légumineuses. Ce qui constituerait pourtant un gain environnemental, énergétique et économique considérable.

France

Une fiscalité sur les pollutions favorable au pouvoir d'achat

La transition écologique se traduit par des investissements, c'est aussi un nouveau modèle de société dans lequel on taxe moins les plus faibles et les comportements vertueux pour l'environnement et plus les rejets polluants pour que chacun d'entre nous puisse vivre dans un meilleur environnement et respirer un air moins pollué.

Pourquoi faut-il créer un impôt pour protéger l'environnement ? Lorsque, par un comportement, un individu ou une entreprise détériore l'environnement, il y a deux façons de financer les conséquences ou la réparation de cette dégradation. Soit on adopte le principe pollueur-payeur, soit c'est la société, et donc chacun d'entre nous à travers ses impôts qui prend en charge cette détérioration de l'environnement. A notre sens, il vaut mieux que ce soit celui qui pollue qui paye la réparation. Il faut donc que le prix du produit polluant reflète le coût que son utilisation va coûter à l'ensemble de la société. C'est pour cela que nous souhaitons la création d'impôts sur les pollutions.

Cependant, pour nous, la fiscalité écologique ne doit pas être une fiscalité punitive, elle doit être incitative. Elle doit favoriser une évolution des usages et des stratégies de consommation.

En premier lieu, nous souhaitons une mise en cohérence de la fiscalité française pour ne pas subventionner d'une main les composants polluants et,

de l'autre, financer les comportements vertueux. La montée en puissance de la fiscalité écologique doit donc s'accompagner d'une réduction des niches anti-environnementales que la Cour des Comptes a chiffrées à près de 20 milliards d'euros. Il s'agit, par exemple, de **supprimer l'exonération sur le kérosène** qui pollue plus qu'une voiture par passager et par kilomètre et qui pourtant est moins taxé. En second lieu, nous souhaitons la **création d'un impôt sur la consommation d'énergie**. Les moyens ainsi récoltés devront être intégralement redistribués car nous ne souhaitons pas augmenter les impôts dans leur ensemble. Pour cela, nous souhaitons que les recettes de ces « pollu-taxes » soient redistribuées aux ménages sous forme de compensations forfaitaire par un **crédit d'impôt en fonction des revenus** avec une priorité aux bas et moyens revenus.

De plus, pour accompagner efficacement les ménages dans la transition énergétique, nous souhaitons la création d'un « fonds transition » qui permettra de financer des travaux de rénovation, des aides à la mobilité partagée par des **chèques verts**. Nous sommes favorable à des **primes de retrait pour les vieux véhicules diesel** sous conditions de ressources et qui serait ouverte à l'occasion. Ainsi, nous pourrions baisser la facture énergétique de tous et libérer du pouvoir d'achat.

Pierre Beaumert, attaché parlementaire EELV

Retraites : des mesures de justice sociale mais une absence de réforme de fond

Les mesures annoncées par le Premier Ministre pour le financement des retraites, même si plusieurs d'entre elles doivent être saluées, ne suffisent pas à constituer la réforme globale attendue. EELV salue pour autant la décision d'ouvrir enfin les chantiers nécessaires à un système de retraites plus juste : prise en compte des années d'apprentissage, des temps partiels et de la pénibilité, égalité homme/femme.

Mais pour EELV, **le système des retraites doit se penser en lien avec la question du financement du chômage, de la perte d'autonomie et de la politique familiale**. Nous appelons de nos vœux à une réforme structurelle et d'envergure sur notre modèle de protection sociale dans son ensemble, condition indispensable à une réforme durable de notre système de retraites.

Concernant le système des retraites, nous avons quatre objectifs principaux : assurer une plus grande justice

sociale, garantir une pérennité du système dans une perspective de croissance nulle ou très faible, penser la retraite en repensant le travail et notamment sa durée tout au long de la vie et son partage, enfin, articuler tout cela à l'instauration progressive d'un revenu universel. Dans cette optique, les propositions du gouvernement nous semblent en dessous des enjeux.

Ainsi l'allongement de la durée de cotisations répond à une logique datée. C'est pourquoi les écologistes y sont clairement opposés. Elle ne résout pas le problème du financement et s'inscrit encore dans une logique du « travailler toujours plus » dans un contexte où les seniors sont frappés massivement par le chômage. C'est donc une mesure injuste et inefficace. [Lire la suite sur www.eelv.fr]

Jean-Philippe MAGNEN, Elise LOWY, porte-parole

Groupes locaux

Mobilisation sgréenne pour une famille tchéchène !

Le Collectif Sgréen pour la Libre Circulation des Personnes dans lequel sont investis plusieurs membres du groupe local et qui a déjà œuvré pour soutenir des personnes menacées d'expulsion, est alerté en décembre 2012.

Une famille tchéchène avec 3 enfants, arrivée à Segré fin 2010, venait de se voir refuser la demande d'asile par l'Office Français Pour les Réfugiés et Apatrides (OFPRA). Elle dépose le 12 décembre un recours auprès de la Cour Nationale des Demandeurs d'Asile. Le 21 décembre le préfet lui adresse une Obligation de Quitter le Territoire Français. La famille est donc menacée d'expulsion et doit quitter son logement géré par le Centre d'Accueil pour les Demandeurs d'Asile.

Très vite un comité de soutien se met en place. Malgré la demande du comité, aucune solution de logement social n'est proposée sur Segré. Des membres du Comité décident d'héberger la famille. Cette famille s'efforce de s'intégrer au mieux à la vie sgréenne: les enfants sont scolarisés, les parents suivent assidûment des cours de français auprès d'une association.

Pour alerter la population et mobiliser la conscience citoyenne, il est décidé de **manifestier chaque samedi** à 11h Place de la République à Segré et de tourner autour du rond-point



central avec pancartes, prises de parole et chants, distribution de tracts. La presse s'en fait l'écho régulièrement. La place est rebaptisée Place du Droit d'Asile. De 25 à 80 personnes tournent chaque samedi et cela pendant 26 semaines !

Cette famille de 5 personnes n'a plus comme ressources que l'ASE (Aide sociale à l'Enfance). Les élus ont été alertés. Certains, dont Corinne Bouchoux, ont essayé de peser sur les décisions préfectorales, en vain. **Le préfet est intraitable et fait même preuve d'acharnement.** Une assignation à résidence de 45 jours renouvelable une fois est prononcée en juin. Le couple doit pointer 3 fois par semaine à la gendarmerie de Segré. L'avocat dépose un recours auprès de la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CDEH). Celle-ci réagit aussitôt et demande à la France de surseoir à l'expulsion tant que la procédure sera en cours. Le jour même le préfet prononce une nouvelle assignation qui les oblige à pointer 6 jours sur 7 et sans limite dans le temps !

Le comité de soutien, qui regroupe des personnes de tous horizons, ne baisse pas les bras. Comme **la CEDH a suspendu l'expulsion**, il a été décidé l'arrêt des manifestations le samedi. Mais les actions de soutien continuent pour que cette famille menacée qui a fui la Tchétchénie puisse obtenir l'asile dans notre pays ! Le groupe local EELV de Segré continue à se mobiliser !

Christiane Serreau

Les municipales à Cholet : l'alliance avec le Front de Gauche, une histoire qui s'est construite progressivement

Les militants se connaissent depuis de nombreuses années. En 2005, lorsque Attac et Les Verts ont conduit avec succès la **lutte contre l'incinérateur**, Franck Loiseau (tête de liste) était déjà un élément moteur. En 2007, la question du renouvellement du contrat de délégation de service public pour l'eau a conduit quelques citoyens à créer **Choletais-Eau-Secours**. Les militants de nos partis s'y sont également retrouvés. Plus récemment, les réunions au sein du comité de soutien **NDDL** ont été l'occasion de nouvelles rencontres.

Sur le plan politique, lors des **cantonales de 2011**, le Parti de Gauche a soutenu la candidature de Marie-Hélène Aubert sur Cholet 2 et nous soutenions Franck Loiseau sur Cholet 1. Fin 2012, ce-dernier nous dévoilait ses intentions pour les municipales. Parallèlement, le PS souhaitait nous rencontrer. Après quelques semaines de réflexion, début 2013, notre groupe décidait de se rallier à la candidature de Franck Loiseau.

Deux arguments principaux :

- La diversité des choix politiques à gauche mobilise davantage les Choletais. La liste d'union à gauche en 2008 a réalisé un score de 25,87 %. En 2001, les deux listes cumulaient 29,81% des voix.
- L'opposition municipale durant la mandature était certainement difficile, mais la façon dont elle a été menée jusqu'alors nous a peu convaincus.

Depuis mars, un groupe d'une trentaine de personnes (la liste finale devra comporter 45 noms.) se réunit régulièrement et échange afin de dégager les idées fortes pour le futur programme. Dans ce groupe, dont le nom « **Cholet Votre Ville** » (CVV) évoque l'idée que les Choletais doivent se réapproprier leur ville, les personnes sont non seulement des militants déjà engagés, mais également des citoyens sans appartenance politique. Franck Loiseau a déjà annoncé en mai, les grandes lignes du programme : « la solidarité, les transitions écologiques, le développement d'une démocratie locale plus participative ».

La campagne est déjà bien engagée pour CVV. Un questionnaire a été distribué à plus de 20000 exemplaires fin juin. De nouvelles actions sont d'ores et déjà prévues tout au long de la fin de l'année. Bref CVV est mobilisé et déjà en marche.

Hervé Boistault

« Le cercle » un nouvel espace angevin de débats à fréquenter !

Depuis le mois de juin, en Anjou un **nouvel espace de discussion public** s'est créé à l'initiative notamment de militant-es animant le café Repaire sur Angers. Des café-débats existant un peu partout en France à l'appel de Daniel Mermet, l'animateur de l'émission *Là-bas si j'y suis* sur France Inter.

« *Le cercle* » réunit **le dernier samedi de chaque mois autour d'un thème** (l'écologie, l'économie, la démocratie) des personnes de tous horizons pour débattre avec ouverture et respect de l'autre. Le format du débat est particulièrement intéressant. Il ne se limite pas à un classique échange d'idées assis les un-es en face des autres. Il débute sur la première partie d'après midi par un moment convivial où chacun-e peut apporter un affichage, une chanson, un poème... en rapport avec le sujet pour exprimer son opinion. Puis en fin d'après-midi, commence le temps d'« *assemblée populaire* » et le débat plus classique.

Ce type de débat est essentiel en ces temps compliqués où tout va vite et se complexifie. Dans cette période plus encore qu'auparavant, on ne peut penser sérieusement nourrir sa réflexion seulement avec les médias traditionnels dont le traitement de l'information est souvent partiels si ce n'est partial. La fréquentation des réunions publiques organisées à l'occasion des débats sur *le mariage pour tous* ou sur *Notre-Dame des Landes* ont démontré le besoin d'information directe des angevin-es.

Au menu des cercles suivants, rien de moins que « *le cosmopolitisme* » et « *l'humanisme* », de quoi en tant qu'écologistes emmener des éléments au débat. Les débats ont eu lieu jusqu'alors au kiosque du jardin du mail, ils devraient prendre ailleurs leurs quartiers d'hiver. Restons attentifs à l'information !

Nicolas Gouon

Le contexte

Face aux défis énergétiques, aux **risques avérés par les catastrophes nucléaires récentes**, face à la nécessité de **réduire les émissions de gaz à effet de serre**, face à la **hausse des factures d'énergie** et au nombre croissant de foyers en situation de **précarité**, un nouveau modèle énergétique est à inventer.

Depuis les années 1970, la consommation d'énergie primaire en France a augmenté d'environ 50%, et la consommation d'énergie finale d'environ 20%. Sur les 15 dernières années, la consommation moyenne d'un Français a augmenté d'environ 10%, pour atteindre 4,4 tonnes équivalent pétrole (Tep).

Le mix énergétique français est largement dominé par le pétrole (41% de la consommation finale), le nucléaire et le gaz (21% chacun), largement devant les énergies renouvelables (12%).

Cette croissance continue de la consommation énergétique se fait sans tenir compte des capacités physiques de notre planète. Les ressources énergétiques fossiles (pétrole, charbon, gaz) et fissiles (uranium), prépondérantes dans notre modèle énergétique, sont par définition finies. Leur raréfaction progressive, ainsi que les difficultés à exploiter dans des conditions respectueuses de l'environnement les ressources non conventionnelles, mais aussi les investissements nécessaires dans le secteur énergétique dont les infrastructures doivent être renouvelées, laissent envisager une hausse assez forte du prix de l'énergie dans les années à venir.

Des acteurs locaux

Virage Energie Climat Pays de la Loire : Inspirée du scénario énergétique 2011-2050, l'association Virage Energie Climat s'est lancée dans une étude chiffrée de scénario de transition énergétique et climatique. Pour en savoir plus sur son scénario :

<http://virageenergieclimatpdl.org/>

Alisée : cette association travaille depuis 1991 sur le thème de la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables. www.alisee.org

Agence Locale pour l'Energie et le Climat d'Angers : Opérationnelle à la fin de l'année 2013, elle permettra de conseiller et de financer concrètement la transition auprès des particuliers et des entreprises.

Dossier transition énergétique

Les objectifs EELV pour la France :

Émissions de GES :
viser -30 % en 2020, en 2050 - 85 %

Sortie du nucléaire en 20 ans

Consommation d'énergie :
- 15 % en 2020, - 50 % en 2050

Développement renouvelables :
40 % en 2020, 100 % en 2050

Un exemple : la contribution climat-énergie

Concrètement de quoi parle-t-on ? La contribution climat-énergie consiste à renchérir le coût des émissions de gaz à effet de serre qui provoquent le changement climatique pour, en contrepartie et en parallèle, réduire d'autres impôts, comme ceux pesant sur le travail ou ceux pesant sur la consommation de produits qui sont, eux écologiquement, vertueux. Les arbitrages seront rendus dans les prochains jours. Mais il pourrait s'agir, à titre d'exemples, de financer par une partie de la contribution climat-énergie des aides à l'achat de voitures propres, neuves ou d'occasion, la **baisse de la TVA sur les travaux de la rénovation thermique** ou encore des aides pour passer d'un chauffage au fuel extrêmement onéreux à un système beaucoup plus économique et propre comme une pompe à chaleur.



La transition énergétique : un cercle vertueux pour faire baisser le chômage !

On le constate en Grèce, en Espagne ou encore au Portugal, les politiques d'austérités ne fonctionnent pas. Le fait de ne pas investir entraîne un recul de l'activité, entraînant une augmentation du chômage et des recettes fiscales plus faibles. Chômage et baisse des recettes de l'Etat se traduisent à leur tour par un nouveau recul des investissements. C'est un cercle vicieux qui a de nombreuses conséquences telles que la baisse de la qualité des services publics avec, par exemple, la détérioration de la qualité des transports en communs. C'est pour contrer ce cercle vicieux que nous, écologistes, proposons un grand plan d'investissements dans la transition énergétique à travers la rénovation des bâtiments, leur isolation thermique et la rénovation des transports en commun.

Investir dans l'isolation des bâtiments, cela veut dire plus de travaux et donc plus d'emploi, ce qui est notre priorité. Mais investir dans l'isolation des bâtiments cela a d'autres effets bénéfiques, en effet, des bâtiments mieux isolés, cela signifie aussi que la facture d'électricité et de gaz des français baisse. Faire baisser le chômage et la facture énergétique des français permet d'augmenter leur pouvoir d'achat et permet d'investir dans d'autres activités et donc, là encore, de créer de l'emploi.

Et créer de l'emploi permet plus de rentrées fiscales et moins de dépenses liées au chômage. Si, en plus nous faisons baisser la pollution, les coûts en matière de santé seront

moins importants et avec toutes ces économies nous pourrions de nouveau investir dans les services publics. En particulier, nous souhaitons investir dans les services de transports collectifs. Au sein de la commission mobilité 21, Eva Sas, députée écologiste, s'est battue



pour que les moyens disponibles pour les transports soient utilisés pour rénover les lignes existantes. Il s'agit d'utiliser la plus efficacement la dépense publique pour améliorer la qualité de service au plus grand nombre et favoriser la transition écologique.

Comme on le voit, tout est lié, investir fait baisser le chômage, augmente le pouvoir d'achat et améliore la santé de tous.

Pierre Beaumert

rer un des facteurs de compétitivité, et **de favoriser les alternatives à la consommation d'énergie importée, donc de réduire le déficit commercial.**

En 2012, la France a dépensé près de 70 milliards d'euros pour acheter du gaz et du pétrole à l'étranger. En 2002, la facture n'était que de 20 milliards d'euros. C'est donc une saignée sur l'économie française, qui chaque année nous appauvrit individuellement et collectivement. Une famille française avait dépensé 3 000 euros en moyenne en 2011 pour se chauffer et se déplacer. Elle a dû dépenser 200 euros de plus en 2012 en raison de la montée inexorable des prix de l'énergie.

extrait de la *Tribune* de PASCAL CANFIN,
23 août 2013